Histoire-Géographie
Analyse économique

Photo "numérisée" de la planète terre : repères chiffrés

André Louat
Professeur en classes préparatoires économiques et commerciales, lycées des Chartreux et des Minimes (Lyon).

1,75%, c'est l'augmentation de la richesse sur la planète en 1998, alors qu'elle s'élevait à 2,7% l'an entre 1981 et 1991 et à 2,4% entre 1991 et 1998. Pendant la décennie 80, les pays capitalistes développés (PCD) ont connu une croissance assez dynamique puis ont enregistré des performances inférieures aux Pays non développés (PND).

Moyenne des % annuels sur la base des taux de change de 1993

	Pays capitalistes développés	Pays en transition	Pays en développement	Monde
1981-1990	2,9	non connu	2,4	2,7
1991-1998	2	1,5	4,6	2,4

Une croissance inégale entre 1981 et 1991

Pendant les années 80, les PND souffrent encore des séquelles de la crise des années 70. Puis, certains d'entre eux – les Pays émergents – tirent la croissance mondiale vers le haut au début des années 90. Les économies centralement planifiées expriment leur dernier souffle dans la décennie 80, avant d'entreprendre une laborieuse et douloureuse transition vers l'économie de marché.

Une croissance éclatée

1,75% en 1998, cette année voit l'éclatement de la planète en quatre groupes hétérogènes caractérisés par :

… une croissance soutenue

en Asie du Sud : 4,3

aux États-Unis et au Canada : 3,5

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

… une croissance médiocre

en Océanie : 2,9
en Europe occidentale : 2,8
en Amérique latine : 2,2

… une faible croissance

en Afrique : 1,9
au Proche et Moyen Orient : 1,1

… et une dépression

en Europe orientale : – 1,4
en Asie orientale : – 1,7

Les Pays émergents sont victimes de "l'effet de domino" des crises boursières et les capitaux spéculatifs se placent sur les marchés du Nord. Les économies du Sud-Est asiatique s'effondrent. Celle des Pays de l'Europe orientale poursuit sa dépression. La transition vers l'économie de marché est douloureuse.

Fin d'éclipse annoncée pour 1999-2000

Une certaine reprise est perceptible. L'effet d'entraînement de l'économie nord-américaine est enfin perceptible sur la planète qui trouve son nouveau souffle. Même si les pronostics à moyen terme ne sont pas d'un optimisme délirant pour les Américains.

États-Unis : les "dix glorieuses du siècle"

Les "dix glorieuses du siècle" atteindront la fin du millénaire. Au premier semestre de 1999, la consommation des ménages progresse au rythme annuel de 6,8%, le logement de 15,7%, l'investissement productif augmente encore de 7,6%. Les dépenses des collectivités locales – dont le pouvoir budgétaire équivaut à plus de 70% du budget fédéral – progressent de 7,3% et les bénéfices des entreprises de 4,3%. En contrepartie, l'endettement des ménages s'élève à 103% de leurs revenus annuels disponibles ! Les experts balancent toujours entre la crainte d'un krach boursier et l'espoir d'un atterrissage en douceur…

… Un nouveau souffle dans les pays développés

	Allemagne	Espagne	France	Italie	EUROLAND	États- Unis	Japon	Roy.-Uni
PIB (en volume, en %)								
1998	2,6	4	3	1,8	2,9	3,9	–3,1	2,5
1999	1,6	3,3	2,2	1,5	2	3,2	–0,6	0,7
2000	*2,3*	*3,2*	*2,4*	*1,8*	*2,4*	*1,3*	*–1*	*1,9*
Prix (en % par an)								
1998	0,9	2	0,7	1,7	1,2	1,6	0,6	2,6
1999	0,5	1,5	0,5	1,2	0,9	2,1	–0,8	2,3
2000	*0,9*	*1,9*	*0,9*	*1,4*	*1,3*	*1,8*	*–1,1*	*2,3*
Solde de la balance courante (en % du PIB)								
1998	0	0,3	2,7	3,2	1,9	–3,1	3,4	–0,2
1999	–0,5	–0,3	1,6	0,8	1	–3,2	2,7	–0,8
2000	*–0,5*	*–0,6*	*1,5*	*1,4*	*1,4*	*–3,5*	*2,1*	*–0,9*
Solde des administrations publiques (en % du PIB)								
1998	–2,1	–1,9	–2,9	–2,6	–2,3	1,6	–3,1	0,3
1999	–2	–1,6	–2,9	–2,5	–2,4	0,6	–5,2	0,5
2000	*–2*	*–1*	*–2,6*	*–2,1*	*–2,3*	*0,6*	*–4,3*	*0,8*

Les États-Unis et la "nouvelle économie"

Forte croissance, inflation maîtrisée (sauf à Wall Street qui progresse de 15 à 35% l'an depuis quatre ans), chômage inexistant, dynamisme de la high tech, autant de facteurs qui conduisent à une modélisation des "dix glorieuses" dans la théorie d'une *"nouvelle économie"*. **Nouveau modèle macro-économique ou théorie de circonstance ?**

L'explosion de l'informatique, des télécommunications, d'Internet, du commerce électronique et des biotechnologies a des effets d'entraînement réputés contribuer à 40% de la croissance depuis 1990. Il faut repenser la théorie traditionnelle. Les économistes d'entreprise, les théoriciens des marchés et les journalistes spécialisés de *Business Week* et de *Wired* n'hésitent pas à ébranler les schémas académiques : les États-Unis entrent les premiers dans un nouvel âge économique, dans une *"nouvelle économie "*, une *"économie de réseaux"*. Les arguments ne manquent pas pour faire des États-Unis le parangon universel d'*un nouvel âge*, qui ignorerait les cycles et les fluctuations.

• l'ouverture de l'économie américaine sur l'extérieur est sans précédent, avec des frontières perméables aux marchandises et surtout aux capitaux,

• le faible chômage est compatible avec une faible inflation. Plus de 20 millions d'emplois ont été créés depuis 1990. Les économistes *académiques* prévoyaient au milieu de la décennie 1990 que l'inflation repartirait si le chômage baissait au-dessous de 6%. Or le taux de chômage et le taux de croissance du PIB sont l'un et l'autre voisins de 4% et l'inflation est inférieure à 2%. L'interprétation par Milton Friedman de la courbe dressée par l'économiste néo-zélandais A.W. Phillips aboutissait à une règle : l'inflation s'accélère quand le chômage tombe au-dessous du *non-accelerating inflation rate of unemployment* (ou NAIRU). Cette loi est infirmée. Les hausses de salaires ne sont pas inflationnistes car elles se font aux dépens des marges bénéficiaires, la concurrence écrasant les prix.

• le déficit budgétaire n'est plus indispensable à la croissance. Le budget fédéral est en excédent,

• les technologies de l'information font que le *cerveau-facturé* et l'innovation l'emportent définitivement sur le *manufacturé* et la production de masse. Les

(…/…)

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

nouveaux concepts donnent à ceux qui les élaborent un avantage compétitif décisif. La croissance est immatérielle,

• La productivité se redresse. Les *orthodoxes* rappellent que les gains annuels de productivité s'élevaient à 2% entre 1950 et 1970 et seulement à 1% entre 1970 et le milieu des années 90. Les tenants de la *Nouvelle économie* rétorquent que l'investissement immatériel a des effets décalés dans le temps. Ces dernières années, les gains de productivité se sont redressés à 2%. Mais ce dynamisme est fragilisé par des déséquilibres persistants.

• Le déficit des paiement courants a atteint 233,4 milliards de dollars en 1998 et se prolonge en 1999.

• La spéculation boursière a multiplié l'indice Dow Jones par quatre en dix ans et les valeurs cotés sont déconnectées des résultats réels des entreprises. Le *Price Earning Ratio* (PER) ou *indice de capitalisation boursière*, atteint des sommets himalayens.

• L'endettement des ménages égale le montant de leur revenu annuel et les entreprises, poussées par leurs actionnaires, s'endettent pour améliorer le ratio profits sur fonds propres.

• Les tensions salariales, sensibles cet été, font craindre un retour de l'inflation. Un relèvement des taux d'intérêt peut s'imposer. Alan Greenspan est prêt à agir et Wall Street, prête à réagir… à la baisse.

Mot d'humeur…

Le retour à la rigueur budgétaire n'est pas dû à un subit accès de vertu, comme le présentent les médias. Il est imposé par une dette publique colossale qui passe de 40% du PIB en 1980 à 70% aujourd'hui. La loi Gramm-Rudman-Hollings, votée en 1985, faisait obligation légale à l'administration du républicain Ronald Reagan de retrouver l'équilibre budgétaire. L'échéance fixée était 1990. L'État fédéral a donc été en infraction pendant près de 15 ans et le financement de cette dette a eu un effet d'éviction considérable sur le financement de l'investissement partout dans le monde.

L'histoire ne manque pas de théories utopiques fondées sur une euphorie passagère. "Je ne dirai pas que nous sommes entrés dans une nouvelle ère, car j'ai connu dans ma carrière trop de nouvelles ères qui n'ont fait que passer". Alan Greenspan – le – "Prudent".

Japon : enfin le rebond

La croissance du PIB au premier semestre est de 1,9%, sur un rythme annuel de 7,9%. Les deux plans de relance de 1998 entraînent une progression de 10% de la demande publique, de 1,2% de la demande privée et de 2,5% des investissements productifs.

Le Japon et la reprise

La fin de la torpeur ? Un simple soubresaut ou une véritable reprise ? Le plan de relance exceptionnel du gouvernement lancé à l'automne 1998 (1 1000 milliards de francs, 167,7 milliards d'Euro) est considéré comme un "effort de guerre" sans précédent. **Mais des freins restent bloqués.** La consommation des ménages est hésitante et les bonus salariaux de 1999, distribués pendant l'été, reculent de 6%, la plus forte baisse depuis 25 ans. Le chômage progresse malgré un nouveau collectif budgétaire de 25 milliards de francs (3,8 milliards d'Euro) destiné à la création de 700 000 emplois. L'investissement industriel est timide car le système de production reste en surcapacité. Les restructurations industrielles marquent le pas. Le commerce extérieur fléchit malgré les interventions de la Banque centrale pour enrayer la montée du yen de la fin de l'été. Ce qui renchérit les exportations.

Europe : l'optimisme est de rigueur

Des ménages, il gagne les entrepreneurs et cette tendance se renforce avec la baisse du chômage.

L'Espagne retrouve son dynamisme, peut-être parce qu'elle émarge annuellement aux Fonds structurels communautaires à hauteur de 2,4% de son PIB. **L'Italie et le Royaume-Uni** ne sortent pas de leur léthargie ; la confiance est médiocre, l'épargne de précaution se renforce et pénalise la demande interne. **L'Allemagne se ressaisit** alors que la récession menaçait la fin de 1998. Les moteurs tournent à nouveau à leur rythme de croisière : la consommation est alimentée par la reprise salariale (IG Metal a obtenu une hausse de 3,2% pour la période 1999-2000), l'investissement industriel croît de 4%, les exportations sont stimulées par la baisse de l'euro et par les engagements commerciaux dans les Balkans. Le nombre de chômeurs passe au-dessous de la barre des 4 millions… mais sans bénéfice politique pour le SPD au pouvoir !

L'Europe et l'euro

Première séance de cotation du 4 janvier 1999. L'euro à 1,17 dollar, puis une glissade continue au cours des six premiers mois de son existence, suivie d'un redressement à la fin de l'été. Un **plancher trop haut** ou un **plafond trop bas** pour l'euro ?

• **Un euro faible et une Europe forte.** L'euro est faible à cause de l'Europe politique. Les divergences des régimes fiscaux et des législations du travail s'ajoutent à la timidité de la politique de stimulation de la croissance. L'appel pour une *Initiative européenne de croissance* de Jacques Delors n'a pas été entendu en 1986, ni son écho, lancé par Lionel Jospin lors du Sommet de Cologne de 1999. Les conséquences ? La compétitivité-prix des produits européens est aiguisée et les excédents commerciaux de l'Eurolande dépassent 80 milliards de francs en 1998. Airbus grignote patiemment des parts de marché… De plus, l'euro faible attire les investisseurs américains et induit de précieux apports technologiques et de nouveaux savoir-faire dans le gouvernement des entreprises.

(…/…)

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Avec des risques de surdose ... En contrepartie, les importations sont plus chères et les entreprises européennes deviennent des proies abordables pour les prédateurs américains.

• **un euro faible et un dollar fort.** La dépréciation de l'euro s'explique par des causes conjoncturelles : l'atonie de la croissance sur le vieux continent ou l'incertitude sur la capacité des États membres à maintenir leur discipline budgétaire. Du point de vue structurel, l'Europe n'a pas le rayonnement des États-Unis. Elle est en quête d'un modèle socio-économique original et les États-membres n'ont pas fini de réformer leurs structures héritées d'un autre âge. Le dollar, quant à lui, bénéficie d'une fonction emblématique évidente et matérialise l'attraction du modèle socioculturel états-unien. Des facteurs non économiques qui s'ajoutent aux fonctions traditionnelles de la monnaie dominante.

• **un euro plus fort qu'il ne paraît.** Dans les échanges commerciaux et les placements internationaux, l'euro joue des coudes et conquiert sa place dans la trilogie monétaire dollar-yen-euro. L'excédent commercial de l'Europe implique que ses partenaires doivent acheter de plus en plus d'euros pour s'approvisionner. L'euro devient une monnaie demandée. Sans parler de son rôle stabilisateur dans les échanges intra-européens qui permet à l'Eurolande d'afficher une certaine indifférence à l'égard de la parité externe de sa devise. Désormais, les entreprises européennes sont moins tentées par des profits financiers sur le marché monétaire, moins détournées de leur fonction productrice. Comment l'euro, né du mariage entre des monnaies répondant aux exigences de Maastricht, pourrait-il être durablement faible ?

• **2,1% du PIB, c'est le déficit moyen des finances publiques** des *Onze* en 1998, après 2,9% en 1997, déjà au-dessous des 3% imposés par les engagements de Maastricht et par le *Pacte de stabilité* auquel les Allemands tenaient. Les plus sages: la Finlande et l'Irlande (excédents de 1% et de 1,7%). Les plus indisciplinés : la France et l'Allemagne (déficits de 2,9% et de 2,6%). **L'Allemagne devient mauvais élève.** Ses contre-performances fragilisent l'euro face au dollar.

En France, une salutaire inflation !

L'INSEE constate que, même si les prix de détail n'évoluent guère (à cause de la concurrence impitoyable), les prix de gros commencent à remonter sous les effets conjugués de la demande domestique et extérieure. C'est le retour de la confiance pour les entrepreneurs, restés dans l'expectative face aux risques de la déflation ou des surcoûts dus à la réduction du temps de travail. Les professionnels du BTP prévoient une progression de 5,1% de leur activité (le double de la croissance du PIB) et la création de 25 000 emplois dans la branche. Lorsque le bâtiment va…

La France en chiffres

• **2,2 à 2,5% de croissance en 1999. Le consommateur est roi.** Bercy table sur une fourchette de 2,2 à 2,5 % de croissance du PIB pour cette année (et de 2,5 à 3% pour 2000). L'accompagnent dans la partie haute de la fourchette l'Office français de conjoncture économique (OFC), avec 2,6%, et le Comité d'observation économique (COE) de la Chambre de commerce de Paris avec 2,4%, et dans sa partie basse, GAMA (2%) et l'américain JP Morgan (1,9%). Plus que la demande extérieure et que l'investissement, la **consommation des ménages** est le **principal moteur** de la croissance, avec une progression de 4,7% sur douze mois. L'épargne de précaution fléchit d'autant

• **2,7 % du PIB, c'est le déficit des administrations publiques** en 1998 alors que Maastricht imposait 3%. Bercy se convertit à la rigueur. Ce n'est pas un scoop.

• **4% par an**, **c'est la baisse de l'effectif de la population agricole** chaque année, qui ne représente plus guère que... 4% des actifs en France ! Les manifestants de l'été dénoncent la chaîne Mac Donald's, la guerre commerciale avec les États-Unis, la mondialisation des marchés, l'uniformisation des produits et les risques pour la santé. La loi de King reste vérifiée : les prix agricoles s'emballent ou s'effondrent dès qu'apparaît le plus léger déficit ou le plus léger excédent de l'offre sur la demande. Dans les deux cas, **l'existence des plus fragiles** est menacée.

• **9,8% du PIB sont consacrés à notre santé**. Moins qu'aux États-Unis et qu'en Allemagne mais plus qu'en Italie et au Japon où l'espérance de vie (78,02 ans et 79,8 ans) est pourtant du même ordre. Depuis dix ans, les dépenses médicales ont augmenté de 87% et le déficit cumulé de la branche maladie de la Sécurité sociale atteint 184 milliards de francs.

• **11 millions de téléphones portables en service le 1er janvier 1999.** Bouygues Télécom : 1,5 million. Cegetel (SFR) : 4,3 millions. France Télécom (Itineris) : 5,8 millions. *"Devine d'où je t'appelle..." — "De l'autre bout de la salle".*

• **11,2%, c'est le taux de chômage** (critères du BIT) en France à la fin du mois d'août. Une baisse de l'ordre de 4% sur un an. En 1998, 410 000 emplois ont été créés, dont 90% en CDD. 300 000 pour le seul secteur marchand. En 1999, 300 000 créations sont prévues, dont 220 000 dans le secteur marchand. La moyenne dans les pays de l'Union européenne est de 9,5%. La productivité apparente du travail a progressé de 1,5% en 1998 (contre 2,1% en 1997). **Les entreprises entendent redresser leur productivité...**

• **12% des salariés sont actionnaires de leur entreprise.** Un capitalisme **"populaire"** pour une minorité car **45 milliards de francs de stock-options sont détenus par les 28 000 cadres** des sociétés du Cac 40. Avantages du système pour le bénéficiaire : seules les plus-values éventuelles sont imposées. Inconvénients : elles se transforment en **scotch-options** si le salarié veut s'en aller. Le risque de fongibilité existe si le marché déprime. Pour la société : fidélisation et stimulation des cadres. Instrument privilégié de GRH. Bouclier anti-OPA.

• **12,4% des emplois sont payés au SMIC** (6 881 francs bruts par mois) contre 7 à 8% en 1995. Surtout chez les jeunes et chez les femmes dans les PME des secteurs traditionnels.

• **27%, c'est l'écart du salaire moyen entre une homme et une femme,** alors que cette dernière est en moyenne plus diplômée. Selon le rapport remis à Matignon le 2 septembre, dans la cohorte des 20% les moins bien payés, les femmes représentent

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

77% (hommes : 23%) et des 20% les mieux payés, les femmes représentent 33% (hommes : 67%). La Loi Roudy de 1983 interdit la discrimination en matière de salaire, d'embauche, de formation, de promotion et de mutation... **mais n'oblige pas les hommes à porter les charges et les responsabilités domestiques !** Cette inégalité homme-femme fait partie de la tétralogie des inégalités en France. Il faut y ajouter les inégalités entre secteur public et secteur privé, entre jeunes et moins jeunes et entre cadres supérieurs et autres salariés.

• **46,5% du PIB,** c'est le poids des prélèvements obligatoires. La France bat son propre record mais reste derrière les pays scandinaves. **"Trop d'impôts tue l'impôt",** affirmaient les *économistes de l'offre* mais les rentrées fiscales n'ont jamais été aussi importantes qu'au premier trimestre 1999 : 60 milliards de francs de plus qu'à la même époque de 1998. La structure des prélèvements obligatoires évolue de façon linéaire depuis trente ans : le fisc alimentant le budget national plafonne en pourcentage (à 39% des prélèvements totaux) mais les impôts levés par les collectivités locales continuent de croître (à 13%) ainsi que les cotisations sociales (à 48%).

• **50% de richesses de plus** qu'il y a 20 ans sont créés par la machine économique à volume d'emploi égal. C'est dire les gains de productivité d'un travail qui n'occupe plus que 15% du temps de notre vie éveillée. **Le travail restera-t-il encore longtemps une composante importante de l'identité sociale ?**

• **60 Millions, c'est le nombre des Français en 1999,** dont 1,66 million résidant outre-mer. Chiffres précédents : 1946 : 40 M et 1975 : 52,6 M. Depuis 1990, le chiffre progresse de 0,38% l'an, en baisse par rapport à le période 1982-90 (0,55% l'an). Aujourd'hui, 80% des Français sont des citadins mais les banlieues bétonnées progressent deux fois moins vite que les zones péri-urbaines plus verdoyantes. Les habitants de ces dernières, les *rurbains*, représentent 20% de la population totale. L'Île de France progresse moins vite que la moyenne des régions et Paris baisse en valeur absolue (–1,7%, à 2,1M.). Les grandes villes qui ont progressé de plus de 7% : Nantes (avec +8,9%), Toulouse, Montpellier, Lyon. En bref, **la ville mange la campagne et le Parisien se fait rare.**

• **72% du PIB sont dus aux services en 1998.** Une croissance de plus en plus immatérielle ? Peut-être... mais les services constitués par l'emploi intérimaire ont augmenté de 21% en un an, et ces salariés sont fréquemment employés dans l'industrie. **Les calculs sont faussés.**

• **105 milliards de francs. "Région, aide-toi. Paris et Bruxelles t'aideront".** A condition que les Régions investissent autant, 105 milliards de francs leur sont alloués par l'État dans le cadre des Contrats de plan pour 2000-2006 (réunion du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire du 23 juillet). Destinations : les routes, les voies ferrées, les infrastructures portuaires, les pôles de recherche universitaires, les politiques de la ville, de l'environnement et du tourisme, la justice, etc... Par rapport à 1994-1999, **une baisse de 25% dans les programmes "bitumiers" et une multiplication par cinq des investissement ferroviaires.** Aux mêmes conditions de participation, les Régions émargent aux Fonds structurels communautaires à hauteur de 45 milliards de francs. Une baisse de 25% par rapport à la période précédente. Bruxelles a tant à faire ailleurs...

• **230,6 milliards de francs, c'est l'excédent des transactions courantes** en 1998, contre 230,1 milliards en 1997. Un résultat dû notamment à **un excédent commercial de 160 milliards,** contre 166 en 1997**. La France s'enrichit**... Mais les investissement français à l'étranger sont supérieurs de 64 milliards à ceux des étrangers en France.

• **2,2 millions d'emplois** sont concernés par 15 000 accords sur la **réduction du temps de travail** signés dans les entreprises au 20 septembre 1999, selon le ministère, dont 90% contresignés par l'ensemble des syndicats en présence.

Rappel historique : les premières lois réduisant le temps de travail, votées entre 1841 et 1919, à l'époque du capitalisme libéral, avaient pour objectif d'améliorer les conditions de travail dans l'industrie, comme la loi Millerand de 1900. A l'opposé, les lois de 1936 (durée hebdomadaire réduite à 40 h.), de 1982 (durée hebdomadaire réduite à 39 h.) et de 1998 (durée hebdomadaire réduite à 35 h.) sont une réponse au chômage.

Dans ces circonstances, l'arithmétique est mauvaise conseillère, responsable de deux erreurs économiques. La première est de penser que la diminution du temps de travail de quatre heures doit créer proportionnellement autant d'emplois. La seconde est de mesurer à la même aune le surcoût salarial supporté par les entreprises, soit 10 % environ. Gardons à l'esprit deux vérités premières : Tout d'abord, le travail n'est pas un produit que l'on partage comme un gâteau, mais un facteur de production. **C'est l'emploi qui crée l'emploi.** La réduction de la durée du travail, ne peut créer des emplois dans la même proportion, même dans les tâches les moins qualifiées.

Enfin, le **surcoût salarial dépend surtout du dialogue social** que la loi relance depuis 1998 avec une vigueur sans précédent. Tous les syndicats d'employeurs et de salariés se sont fait entendre sur l'organisation du travail et la flexibilité des horaires, sur le contenu des tâches, l'évolution des salaires, la politique de formation continue, etc.

Sur le terrain, l'évolution s'accélère : le travail sort du cadre du taylorisme et prend en compte les exigences de la "production au plus juste", avec des horaires plus flexibles, l'essor du travail en équipe, la réduction des stocks improductifs grâce à l'informatique et une meilleure adaptation du processus de fabrication à la demande. A l'instar des entreprises états-uniennes particulièrement performantes depuis dix ans...

Mot d'humeur…

*Pourquoi les **syndicats-Cassandre,** tant du côté des employeurs que des salariés, prévoient-ils des catastrophes tous les matins ? Le pire n'est jamais certain ! Offrons-nous une ration d'angélisme.*

*… Et si la relance du **dialogue social** servait à mieux faire prendre conscience des contraintes de la concurrence et attisait la motivation individuelle ? …Et si un jour, la contrainte législative n'était plus nécessaire pour relancer le dialogue social en France ?…Et si la **théorie du salaire d'efficience** se vérifiait au point qu'une **augmentation de salaire améliore la productivité** d'un salarié mieux payé qui s'implique davantage et oublie le vieux réflexe de sous-productivité volontaire, "on fait semblant de me payer et je fait semblant de travailler" ?… Dans cette logique, les gains de productivité ne sont plus un préalable à l'augmentation des salaires. C'est l'inverse… Et la loi de 1936 sur les 40 heures n'a pas empêché les performances des Trente glorieuses !*

• **8 564,7 milliards de francs, c'est le PIB en 1998,** c'est à dire la richesse produite par les 25 millions de Français en âge de travailler (mais ils ne sont que 22 millions à avoir un emploi). Ceux qui doutent de nos performances devraient diviser le montant du PIB par le nombre d'actifs en âge de travailler. **Chaque Français produit plus de richesse qu'un Américain ou qu'un Allemand !**

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

En bref, les Pays capitalistes développés (PCD) consolident leur retour à la croissance mais afficheront en 1999 des résultats moins euphoriques qu'en 1998. L'essor du commerce extérieur améliore les balances commerciales et l'ensemble se répercute sur les équilibres publics.

Mot d'humeur…

On attribue volontiers la baisse du taux de chômage en France et dans l'Eurolande à la conjoncture extérieure et aux mérites des dirigeants politiques. L'évolution du chômage n'est-elle pas aussi un facteur macro-économique ? Foin de l'orthodoxie : ***c'est la baisse du chômage qui stimule la croissance !*** *Elle dissipe le pessimisme du consommateur, la demande augmente et les chefs d'entreprise se rallient au mouvement. Le psychosociologue du Café du Commerce court-circuite l'analyse académique…*

…Un nouveau souffle dans les pays émergents ou en transition

La Chine se situe dans le peloton de tête, avec une croissance du PIB de 6%, mais la performance est encore **insuffisante pour assurer un développement durable.** La consommation domestique stagne, freinée par l'épargne de précaution. L'amélioration de la balance commerciale exige une dévaluation du yuan, considérée comme inéluctable à court terme.

En Corée, le dynamisme de la demande intérieure (fouettée par l'aide du FMI), la reprise des exportations et de la production industrielle placent la croissance du PIB au début de 1999 sur une orbite annuelle de 4,6% ! Même si elle fléchit quelque peu, cette croissance restera élevée.

L'économie de l'**Indonésie** souffre encore de lourdes incertitudes politiques et ne sort pas de la dépression. La **Thaïlande** n'a pas parachevé les réformes structurelles entreprises au lendemain de la crise d'août 1998.

Le **Brésil** surmonte la crise du réal de janvier 1999 grâce à l'aide internationale et regagne la confiance des **capitaux qui affluent à nouveau.** Les performances du **Mexique sont dues à la demande des États-Unis** qui absorbent 85% des exportations. Déjà, le dynamisme des services égale celui de la production industrielle.

En **Pologne, la *thérapie de choc*** préconisée par le FMI au début de la décennie porte enfin ses fruits. La société s'est montrée capable d'en supporter le coût.

En Russie, "l'économie-ombre", décrite par les économistes de l'École de Novossibirsk au début des années 80, fausse encore les calculs vingt ans plus tard. Une économie sous perfusion, une société en perdition, un avenir en point d'interrogation…

…Un nouveau souffle dans les pays émergents ou en transition

	Chine	Corée	Indonésie	Thaïlande	Argentine	Brésil	Mexique	Pologne	Russie
PIB (en volume, en %)									
1999	6,2	1	-4,6	-3,1	-1,9	-4,4	2,9	2,5	-6
2000	6,5	4	3,4	3,9	3,8	3,2	3,8	3,5	2
Prix (en % par an)									
1999	0,6	2,6	28,8	3,5	1,2	10,7	15,6	6	90
2000	3,1	5,5	11	6,3	1,8	6,2	13	5,5	30
Solde de la balance courante (en % du PIB)									
1999	0	8,2	2,7	7,5	-4,9	-3,3	-3,2	-5	3,6
2000	-0,2	5,1	1,2	6,4	-5,1	-3,2	-3,5	-4,1	3,1
Solde des administrations publiques (en % du PIB)									
1999	-2,2	-5,8	-2,5	-3	-1,2	-5,1	-1,4	-3,5	-2,5
2000									

La Russie et les échéances électorales

Quatre premiers ministres en 18 mois. Un record pour Boris Eltsine. Le 9 août, le premier ministre Sergueï Stepachine (nommé le 12 mai) est remplacé par le jeune Vladimir Poutine (47 ans).

Vladimir Poutine, ancien chef du FSB (ex-KGB), reçoit la triple mission de lancer une *"bataille décisive"* contre les islamistes du Daghestan, de préparer les élections à la Douma du 19 décembre et de remporter les élections présidentielles de juin 2000. Il est secondé — cornaqué ? — par Tatiana Diatchenko, fille d'Eltsine, et par Alexandre Vorochine, son chef de cabinet, qui règnent sur la *"famille"*, un clan, une cohorte prétorienne, composée d'officiers de sécurité, d'oligarques financiers, d'affairistes, de profiteurs, de parents, d'amis et d'obligés liés par des *kompromati*, (dossiers compromettants). Une garde rapprochée pour un tsar isolé.

Le nouveau premier ministre engrange aujourd'hui les dividendes de la crise monétaire de l'été 1998 qui a provoqué un effondrement du rouble. **L'atout de Poutine, c'est le dopage d'un rouble déprécié.** Les indicateurs s'envolent. La production industrielle fléchit de 5,2 en 1998 et progresse de 4,5 au début de 1999. La balance des paiements passe de moins 1,4 milliard de dollars à plus 14 ! La Russie est exportateur net de capitaux alors que le gouvernement assure ses fins de mois grâce à l'aide internationale. Cherchez l'erreur…

Evgueni Primakov entre en lice le 17 août. "Vétu de probité candide…". L'ancien premier ministre Evgueni Primakov est reconnu unanimement pour son intégrité — personnalité atypique en Russie. Il prend la tête d'une coalition centre-gauche, *La Patrie-Toute la Russie,* aux côtés de Iouri Loujkov, le puissant maire de Moscou, en vue des élections à la Douma puis à la Présidence. Ce mouvement paraît capable de rallier une partie de la nébuleuse de l'opposition mais affrontera néanmoins *Le Parti Communiste russe* de Guennadi Ziouganov, *Le parti de la juste cause,* d'Egor Gaïdar, ancien premier ministre, proche de Boris Eltsine, *Notre maison, la Russie,* de Viktor Tchernomyrdine, ancien premier ministre et le *Parti de la nouvelle force* de Serguï Kirienko, également ancien premier ministre. Chaque limogeage fait lever un nouveau prétendant.

En septembre, le sentiment d'insécurité créé par les attentats renforce la position de ceux qui préconisent de décrèter l'état d'urgence et de repousser les élections. Boris Eltsine n'en sort pas véritablement renforcé.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Deux questions de poids et de mesures...

Quel chemin parcouru en deux ans ! En dépit des Cassandre, la planète n'a pas basculé dans la récession après la crise financière asiatique de juillet 1997, ni après la crise du rouble russe de l'été 1998 et ni après la crise du real brésilien de janvier 1999. Les sorties de crises sont dues à une véritable **thérapie de groupe, aux prophéties autoréalisatrices des gouverneurs des Banques centrales et à la création monétaire.**

Une économie dopée. L'année 1999 est celle de la **reflation**, c'est-à-dire de la relance de la demande mondiale par l'injection massive de liquidités. La masse monétaire augmente sur une pente annuelle de 11%, trois fois plus vite que la production mondiale.

Mais une grande partie de cet argent sert à acheter des actifs financiers et non des biens, à soutenir les marchés et la spéculation plutôt que la consommation et l'investissement productif. Globalement, malgré (ou grâce à) leurs déficits budgétaires, les Pays émergents sortent de la récession et annoncent pour 1999-2000 une croissance supérieure à celle des pays industrialisés.

Mot d'humeur…

Le FMI ne devrait-il pas veiller à un emploi irréprochable de l'aide qu'il apporte ? Son ingérence est manifeste dans les PED auxquels il impose des Programmes d'ajustement structurels (PAS) draconiens, quitte à se désavouer par la suite. A l'opposé, en Russie, il soutient des "démocrates" autoproclamés, c'est à dire la "famille" de Boris Eltsine, impliquée dans de juteux détournements de fonds… et il condamne la décision de la Banque centrale russe de rétablir le contrôle des changes. Comme si, au nom du libéralisme, il fallait réduire les empiétements d'un État qui n'existe plus !

Les États-Unis, l'Eurolande... et la France sur la bascule

	Les Onze	Les États-Unis	La France
Superficie	2,3 millions de km²	9 millions de km²	0,55 million de km²
Population	5 % du monde	4,6 % du monde	25% des Onze
Valeur de la production	24,4 % du monde	25,0% du monde	22,6% des Onze
Valeur des exportations	16,2% du monde	13,1% du monde	22,6% des Onze
Grandes entreprises*	23,2% du monde	15,0% du monde	33,6% des Onze
Parc d'ordinateurs personnels	15,8% du monde	33,3% du monde	19,3% des Onze
Parc automobile	21,8% du monde	20,0% du monde	20,0% des Onze
Capitalisation boursière	21,6% du monde	68,0% du monde	22,2% des Onze

(*) *parmi les 500 premières répertoriées par "Fortune".*

L'Eurolande sera capable de rivaliser avec les États-Unis si les Onze apprennent à travailler dans le même sens et à parler d'une seule voix.

Quant à la France en Eurolande, elle tient la place à laquelle elle prétend. D'ici à ce que son dynamisme en fasse un chef de file !…

Trois hommes sur la bascule. En face : les PMA...
Les dix hommes les plus riches du monde, selon la revue **Forbes** *(juillet 99)*

Rang et nom	Fortune (Milliards de F)	Origine ou secteur
1 Bill Gate	550	Microsoft (informatique)
2 Warren Buffet	220	Berkshire Hathaway (finance)
3 Paul Allen	180	Microsoft (informatique)
4 Steven Ballmer	120	Microsoft (informatique)
5 Philip Anschutz	100	Qwest (télécommunications)
6 Michael Dell	100	Dell (informatique)
7 Robson Walton	97	Héritage de Wal-Mart (distribution)
8 John Kluge	64	Metromedia (télécommunications)
9 Jay Walker	62	Priceline.com (Internet)
10 Jeff Bezos	62	Amazon.com (Internet)

Dans une société aussi mobile et fluide que celle des États-Unis, la "théorie du ruissellement de la richesse" se vérifie et le libéralisme justifie l'augmentation des écarts de fortune si les revenus des plus pauvres progressent aussi. Il se trouve qu'en 1970 aux États-Unis, 29% des ménages possédaient deux automobiles ou plus ; ils sont maintenant 62%. Seulement un quart de la cohorte des 20% d'Américains les plus pauvres en 1970 appartiennent toujours à cette catégorie. Une majorité a rejoint la classe moyenne et presqu'un tiers, les 20% les plus riches. Des inégalités justifiées car l'ascenseur social va dans les deux sens. Mais qu'en est-il sur la planète ?

Mot d'humeur…

La fortune de trois hommes dépasse le revenu personnel des 600 millions d'habitants des 35 pays les moins avancés . Les 200 plus grosses fortunes équivalent au revenu de 4% de l'humanité. Chez ces dernier, aucun espoir de sortir de la pauvreté à l'échelle d'une génération. Comment le justifier ?

A. L.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021